

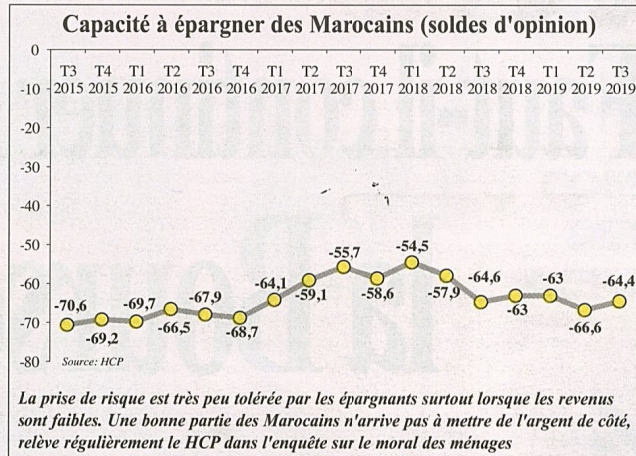
Placements: Huit ans après, le PEA n'a toujours pas décollé

• Moins de 30 millions de DH d'encours

• Le relèvement du plafond à 2 millions ne convainc pas

• Des revenus faibles et l'apathie de la Bourse expliquent en partie le flop

AU moment du lancement du Plan épargne actions (PEA) en 2011, les professionnels avaient émis des réserves sur le produit. Huit ans après, les chiffres leur donnent raison. De décollage, il n'y en a pas eu. L'encours se limitait à 30 millions de DH à fin mars 2019 (dernières données disponibles). Le gouvernement

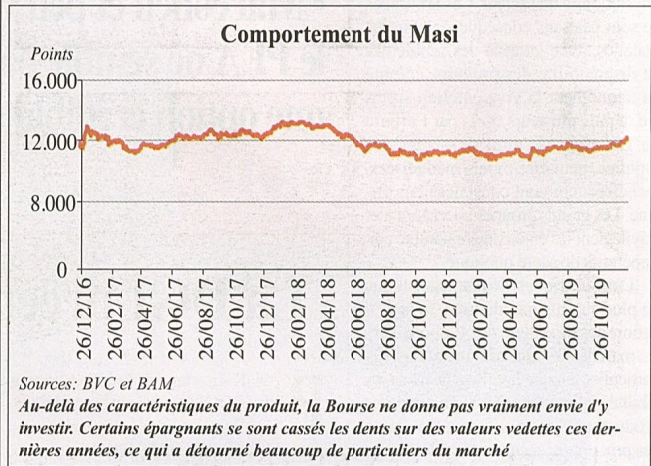


a mis beaucoup de temps à se décider à réaménager le produit. Il reste que

les ajustements introduits par la loi de finances 2020 laissent perplexes. Parmi les mesures espérées pour relancer le produit, seul le relèvement du plafond du plan de 600.000 DH à 2 millions de DH a été retenu. «Je ne pense pas que ce soit

HCP sur le moral des ménages. Le solde d'opinion sur leur capacité à épargner est structurellement négatif. Pour ceux qui ont la possibilité de mettre de l'argent de côté, le manque de culture boursière et la méconnaissance des supports de placement existants entraînent une orientation du cash sur les produits d'épargne bancaires (compte sur carnet, dépôts à terme). Ou alors, l'argent dort dans les comptes courants.

L'immobilier draine aussi une bonne partie de l'investissement des ménages, mais les opportunités y sont plus rares aujourd'hui. La Bourse est rarement une option de repli en raison de sa physionomie. «Le PEA s'adresse aux petits épargnants et il faut qu'il y ait une certaine dynamique en Bourse pour les encourager à y investir», analyse un professionnel. Le manque d'introductions en Bourse et la faible liquidité du marché ont plombé la cote du marché. Par ailleurs, des épargnants se sont cassés les dents sur certaines valeurs ces dernières années, ce qui a refroidi plus d'un. Cer-



l'élément qui va assurer l'envol du PEA», doute le directeur d'une société de Bourse. Les professionnels avaient suggéré un alignement de la fiscalité du PEA sur celui d'autres produits comme l'assurance-vie avec un avantage à l'entrée et à la sortie. Aujourd'hui, les souscripteurs au PEA bénéficient de la carotte fiscale au bout de cinq ans de détention du plan.

Mais les raisons de l'échec du PEA ne sont pas uniquement liées aux caractéristiques du produit et l'une d'elles est plutôt simple: «Pour une bonne partie des Marocains, les revenus sont trop faibles pour épargner», relève un expert. Ce constat est régulièrement relevé dans l'enquête du

tains ont même vu leurs économies partir en fumée en raison des déboires de certaines valeurs vedettes de la Place. Cela fait partie des risques liés à l'investissement en Bourse. «Ce sont des épisodes qui freinent les velléités des particuliers», relève un spécialiste. D'où l'intérêt d'être bien conseillé ou bien de passer par des véhicules spécialisés notamment les OPCVM pour intervenir sur le marché. «Il y a un travail de vulgarisation du PEA comme des autres produits à approfondir pour les mettre à proximité de leur cible», estime un banquier. □

F.Fa



Faut-il continuer à snober la Bourse?



• Pour plus de rémunération, il faudra accepter un minimum de risque

• L'assurance-vie et les fonds OPCI, des alternatives crédibles

LE risque zéro ne paie pas et il peut même engendrer une perte d'opportunités et donc de pouvoir d'achat. C'est le cas avec les dépôts sur les comptes sur carnet par exemple. Par moments, le rendement net de ce placement ne couvre plus l'inflation. Mais les Marocains font primer la sécurité sur le rendement, d'où le succès du compte sur carnet et autres produits de placements bancaires. «Les rendements vont rester bas pendant un bon moment», prévient un professionnel de marché.

Pour améliorer la rémunération de l'épargne, il faudra donc accepter de prendre un chouïa de risque. D'une certaine manière, le contexte actuel pourrait pousser certains épargnants à reconsidérer le



L'introduction de nouveaux instruments et l'amélioration de la surveillance et du contrôle du marché pourraient favoriser un retour des particuliers sur la Place. Le regain de l'activité économique devrait aussi soutenir ce mouvement (Ph. L'Economiste)

placement en Bourse. Peut-être pas directement, mais à travers des OPCVM gérés par des professionnels qui maîtrisent mieux le fonctionnement du marché. L'année dernière, les OPCVM actions ont réalisé une meilleure performance que le Masi. L'introduction de nouveaux instruments et l'amé-

lioration de la surveillance et du contrôle du marché pourraient favoriser un retour des particuliers sur la Place. Sur les trois premiers trimestres 2019, les personnes physiques étaient vendeurs nets (1,3 milliard de DH d'achats contre 1,5 milliard de DH de vente). L'amélioration de la conjoncture

et des perspectives des entreprises cotées devrait favoriser les arbitrages en faveur du marché boursier.

Ces dernières années, les épargnants ont redirigé une bonne partie de leur cash sur l'assurance-vie. Ils y trouvent la sécurité tant recherchée et des rendements acceptables, même s'ils ne sont plus aussi consistants qu'auparavant. De nouvelles solutions seront à la disposition des investisseurs avec l'arrivée des OPCI. Le placement pierre-papier figure parmi les produits qui font défaut dans l'offre existante. Le développement des fonds grand public va permettre aux ménages d'investir dans l'immobilier locatif en s'affranchissant des lourdeurs liées à un investissement classique dans le secteur. De façon générale, ils doivent se positionner sur des durées plus longues qu'ils ne tolèrent aujourd'hui. «Pour prétendre à des rendements plus intéressants que ceux auxquels ils sont accoutumés, ils doivent s'habituer à épargner sur des durées longues», conseille un gestionnaire de patrimoine. □